



Renault-SOVAB Batilly
PSA Trémery
PSA Metz Borny



Bulletin du NPA Lorraine Nord
17 mars 2021

CASSE SOCIALE DANS L'AUTOMOBILE : FAISONS FRONT COMMUN !

Ces dernières semaines, les « grands » groupes automobile français ont exposé leurs résultats financiers annuels. Tandis que Renault accuse une perte de 8 milliards – en fait essentiellement due au déficit de Nissan – PSA annonce 2,2 milliards de profit malgré le contexte de crise sanitaire, sociale et économique. Pour Renault, ces résultats vont servir de justification à l'aggravation des conditions de travail, au gel des salaires et aux 15 000 suppressions d'emplois (dont 4500 en France) déjà planifiées. Bien que PSA affiche des résultats bien meilleurs, le destin réservé aux travailleuses et travailleurs du groupe est sensiblement le même !

Pertes ou profits, ce sont toujours les mêmes qui trinquent !

PSA affiche donc de beaux résultats dans un contexte de crise mondialisée comme en atteste le milliard d'euros distribué aux actionnaires. Pourtant, cette immense richesse n'est que le fruit de notre travail. Ce ne sont pas les actionnaires qui subissent les mesures très contraignantes imposées par la direction pour ne pas perturber la production menacée par le Covid-19 ! Les conditions de travail ont été gravement dégradées et les effectifs n'ont jamais été aussi faibles au regard des volumes de production. PSA utilise la crise pour améliorer sa sacro-sainte productivité. Pire, en 2021, sans faire les gros titres, PSA prévoit une nouvelle destruction de 1300 emplois dans le cadre d'une énième rupture conventionnelle collective. Manifestement, leurs profits ne garantissent en rien nos emplois !

Des subventions publiques pour enterrer la Française de Mécanique !

Assis sur son trésor, PSA pousse l'indécence jusqu'à annoncer la mort de l'usine de la Française de Mécanique à Douvrin (62). Le nouveau moteur EP, dont la production était initialement prévue sur ce site sera finalement assemblé par nos camarades de Szentgotthárd en Hongrie, pour un salaire de moins de 500€ par mois. Et avec la fin de vie des moteurs diesels, ce sont environ 1000 emplois sur les 1500 actuels qui devraient disparaître. Pour faire avaler la pilule, PSA prétend pouvoir replacer les salariés de la Française de Mécanique au sein de la future usine de batterie, Automotive Cells Company (ACC), créée en partenariat avec Saft, filiale de Total.

Sauf que fin 2023, ACC ne devrait pas embaucher plus de 250 personnes. Au passage PSA et Total empocheront 1,3 milliard d'euros de subventions publiques. Les financements publics manquent dans les hôpitaux mais pas pour PSA et les grands groupes capitalistes qui suppriment nos emplois.

Équipementiers et sous-traitants, la colère puis la réaction

La semaine dernière, 105 des 120 ouvriers de la fonderie Eurocast à Delle dans le Territoire de Belfort ont bloqué l'accès au site et mené une grève victorieuse pour les salaires et contre la suppression d'un jour férié. À Rodez, les entrées de l'usine Bosch, qui fournit à Renault et PSA des injecteurs, ont été bloquées par les salariés à qui la direction vient d'annoncer la suppression de 750 emplois sur 1250. Les livraisons de la SAM à Decazeville vers Renault ont également été bloquées. La fonderie dont Renault est quasiment l'unique client est en redressement judiciaire depuis 2019, et le repreneur entend supprimer 214 des 365 emplois. Travailleuses et travailleurs des deux usines ont conjointement manifesté à Rodez.

Un rapport de force à construire

Face à une telle situation, nous n'avons que faire des larmes de crocodile des politiciens qui voudraient nous balader de table ronde en table ronde. Rien à attendre de ce cirque. Nous ne pouvons compter que sur nous-même et nos mobilisations. Mais contre les suppressions d'emplois, les bagarres chacun dans son coin, même déterminées, ont peu de chances d'aboutir. La seule issue est de tisser des liens entre travailleurs des différents constructeurs et équipementiers, quelles que soient nos usines, puis de fédérer toutes les luttes en cours contre les licenciements et les destructions d'emplois pour construire un mouvement d'ensemble dans l'automobile et au-delà. C'est le sens du regroupement qui s'est mis en place autour des salariés du voyageur TUI suite à une première manifestation de travailleurs de différents secteurs contre les licenciements, le 23 janvier. C'est l'union qui fera notre force.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur
l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook



La distanciation sociale made in PSA

Dans le cadre du protocole sanitaire, la direction a cru bon d'installer des cloisons pour séparer les travailleurs qui prennent leur repas dans les aires d'UEP. Et les fameuses cloisons sont opaques. A croire qu'ils n'avaient pas le budget pour du plexiglass. Leur dispositif est moins accueillant que les parloirs d'une prison ou au moins on peut se voir et parler. Ils rêvent de nous faire trimer, isolés les uns des autres.

PSA : la direction a le sens du « timing »

Les négociations annuelles obligatoires (NAO) se sont terminées le 2 mars. C'est-à-dire la veille de l'annonce des (très bons) résultats financiers du groupe, histoire de ne pas donner envie aux travailleuses et travailleurs de réclamer leur dû pendant les NAO. Le calendrier est bien rôdé, PSA fait le même coup tous les ans. Pour nous 12 € d'augmentation, pour la famille Peugeot et les actionnaires le pactole. Ça ne changera jamais ? Si : le jour où on leur fera comprendre que, sans notre travail, ils ne sont rien !

Les travailleurs de seconde zone, ça n'existe pas !

Stellantis 2,2 milliards de bénéfice, en France l'augmentation de salaire sera de 0,8 % contre 1,6 % en 2020. PSA versera une prime d'intéressement de 3 000 euros brut ! Seuls les travailleurs permanents bénéficieront de cette prime. Les travailleurs intérimaires, les travailleurs étrangers détachés en France n'auront rien ! Est-ce à dire que leur force de travail n'en est pas une ? Qu'à PSA il y a des travailleurs de seconde zone ?

Le jour où les travailleurs prendront le pouvoir pour s'approprier leur outil de travail, ce sont tous les travailleurs qui seront là, sans distinction !

150 ans de la Commune de Paris De la guerre à la révolution

Face aux luttes sociales, Bonaparte se lance dans l'aventure : il déclare la guerre à la Prusse. Sept semaines de combats aboutissent au désastre militaire. Un gouvernement républicain est formé, la guerre continue. Mais pour la bourgeoisie, le véritable ennemi est la classe ouvrière. En mars 1871, le pouvoir installé à Versailles collabore ouvertement avec la Prusse elle-même inquiète d'une contagion ouvrière. Alors, le Comité central de Paris appelle à poursuivre la guerre. Une armée révolutionnaire se forme dont les responsables sont élus. Le prolétariat en armes, c'est le début de la Commune !

Aciéries Hayange, Ascoval... : Leur faillite, nos licenciements ?

La faillite d'une société financière (Greensill), la chute de son premier emprunteur (GFG Alliance) qui possède Liberty Steel, regroupant notamment les sites sidérurgiques de Hayange, Ascoval ou Bettembourg au Luxembourg, pourraient causer la perte de milliers d'emplois. Surprenant ? Non, car les capitalistes veulent faire payer leur crise au monde du travail ! Pourtant les salariés de la sidérurgie ne sont pas responsables des faillites de groupes financiers et des entreprises et ils n'ont pas à en faire les frais. Voilà pourquoi nous exigeons l'interdiction des licenciements que seule notre mobilisation pourra imposer.

Vent de révolte au Sénégal

Depuis l'arrestation le 5 mars de l'opposant Ousmane Sonko, les principales villes du pays sont secouées par d'importantes manifestations, réprimées brutalement par l'État sénégalais. Les affrontements ont déjà fait plusieurs morts. La contestation a pour fond la dégradation de la situation de beaucoup de jeunes, les conséquences de la pandémie les empêchant de trouver du travail y compris dans le secteur informel.

Les entreprises françaises comme Auchan, Eiffage, Total ou encore Orange sont souvent prises pour cibles. Derrière le gouvernement sénégalais, c'est donc aussi l'impérialisme français, premier responsable du pillage du pays, qui est mis en accusation.

Occupons ! Occupons ! Occupons !

Depuis plusieurs jours maintenant, les occupations de lieux culturels par les artistes, techniciens et précaires se multiplient, amplifiant un mouvement qui s'est enclenché avec l'occupation du théâtre de l'Odéon à Paris début mars. La fermeture des lieux culturels est une exception française : transports en commun bondés, supermarchés ouverts, mais théâtres, salles de spectacle, cinémas fermés, condamnant à la misère économique leurs travailleurs et à une vie sociale au rabais la population. Réouverture des lieux culturels, annulation de la réforme assurance-chômage, prolongation de l'année blanche pour les intermittents et son élargissement à tous les précaires et saisonniers, voici les revendications des salarié.e.s du spectacle en lutte. Sans culture, pas de futur !